



LES RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS ET L'IRAN À L'AUBE 2025

Apaisement, continuité ou rupture ?

Par Charles Tellenne et Nathan Tessier

Membres du Comité Moyen-Orient des Jeunes de l'IHEDN



LES JEUNES
IHEDN

À PROPOS DES AUTEURS



Charles TELLENNE et Nathan TESSIER sont membres du Comité Moyen-Orient et Monde Arabe des Jeunes IHEDN.



Ce texte n'engage que la responsabilité des auteurs. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle.

Introduction

Rétrospective

La relation entre les Etats-Unis et l'Iran a été faite de périodes de tensions mais également de rapprochements, et, de ce fait, n'a jamais été linéaire¹ :

1856 : Shâh Naser od-Din signe un traité de commerce avec la puissance américaine.

1953 : L'opération Ajax vise à renverser le premier ministre Iranien Mossadegh, après la nationalisation du pétrole iranien.

Le Shah d'Iran, placé au pouvoir par les américains, constitue alors un relais de la politique pro-occidentale de Washington dans la région.

1979 : Renversement du Shah, par une alliance de laïcs, de démocrates et de religieux : tournant dans les relations entre les deux anciens alliés.

Révolution iranienne propulse au pouvoir l'Ayatollah Khomeiny.

Prise d'otage durant 444 jours de 52 diplomates américains, après le siège de l'ambassade américaine de Téhéran. Echec de l'opération américaine Eagle Claw².

2009 : Révolution verte en Iran³.

2015 : Traité du JCPOA en 2015 - volonté d'Obama de réintégrer l'Iran dans le commerce international en échange de l'abandon de son programme nucléaire

2018 : Donald TRUMP annonce le retrait de l'accord du JCPOA et le rétablissement des sanctions « au plus haut niveau » contre l'Iran.

2019 : Manifestations en Iran, notamment contre la hausse du prix du carburant⁴.

2020 : Assassinat du général iranien Qassem Soleimani lors d'une frappe aérienne américaine dans l'enceinte sécurisée de l'aéroport de Bagdad.

¹ HOFFMAN, « Aux origines de l'antagonisme entre l'Iran et les Etats-Unis, *Le vent se lève*, 4 janvier 2020, <https://lvsl.fr/aux-origines-de-lantagonisme-entre-iran-et-etats-unis/>

² HEAULT, « Opération Eagle Claw, l'échec américain », *Perspective monde*, 22 mars 2010, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse?codeAnalyse=1189>

³ ADELKAH, « Le mouvement vert en République Islamique d'Iran, *Cairn*, 2010, <https://www.cairn.info/revue-savoir-agir-2010-2-page-117.htm>

⁴ AFP, « L'envolée des prix de l'essence enflamme l'Iran », *DNA*, 17 novembre 2019, <https://www.dna.fr/france-monde/2019/11/17/la-hausse-des-prix-de-l-essence-enflamme-l-iran#:~:text=Pour%20les%20conducteurs%20d%C3%A9tenteurs%20d.essence%20est%20la%20plus%20subventionn%C3%A9e.>

Cela étant, il semble légitime de se demander quel futur envisager pour la relation américano-iranienne. S'il est vrai que les gouvernements conservateurs du président Reagan, des deux présidents Bush et plus récemment celui du président Donald Trump ont nourri tour à tour un sentiment d'hostilité viscérale à l'égard de l'Iran, que se passerait-il si un outsider venait à se faire élire à la tête de la Maison blanche ?

De même, la République islamique d'Iran éprouvant depuis toujours une répulsion envers les États-Unis, comme en attestent le mouillage de Fujairah et de champs pétroliers dans le nord-ouest de l'Arabie-Saoudite⁵ ainsi que l'encerclement de l'ambassade américaine à Bagdad par des milices chiites pro-iraniennes (Kataeb Hezbollah), que se passerait-il si une branche plus modérée accédait au pouvoir à Téhéran, tant par le biais de la Présidence que par la constitution d'une majorité solide au Madjles ?

C'est donc un saut dans le futur que nous vous proposons de réaliser : quelles pourraient être les relations entre les États-Unis et l'Iran à l'aube 2025 ?

Méthodologie et démarche adoptées

« *L'avenir c'est du passé en préparation* », Pierre Dac

C'est un exercice périlleux que la prospective dans le domaine des relations internationales. Celle-ci s'est développée durant la Seconde guerre mondiale sous l'impulsion du président Roosevelt, qui demandait l'analyse des caractéristiques sociales et économiques du pays afin d'adapter les besoins de la société américaine⁶. Depuis, toutes les sociétés ont semblé se doter de pythies pour prédire l'avenir.

La prospective a pour attrait, à travers une démarche scientifique (nous retiendrons ici l'approche analytique où la réalité est représentée comme un système de variable en interaction avec des scénarios, la problématique étant représentée sous forme de système) de permettre d'imaginer certains scénarios concernant l'avenir (scénarios d'encadrement, de référence ou de rupture), grâce auxquels il est possible d'apprécier et d'analyser à leur juste valeur les relations internationales à un moment donné. Elle est utile pour alerter, changer les comportements, et ainsi aiguiller sur les possibles récits futurs.

⁵ SEZNEC, « Fujairah and the encirclement of Saudi oil production by Iran », *Atlantic council*, 17 octobre 2019, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/energysource/fujairah-and-the-encirclement-of-saudi-oil-production-by-iran/>

⁶ RESCHER Nicholas, « Predicting the Future: An Introduction to the Theory of Forecasting », *New York Press*, 1998, p. 315-315.

L'étude proposée ci-dessous est envisagée dans une perspective court-termiste (2020-2025), analysant l'évolution possible des relations entre l'Iran et les Etats-Unis à l'aube des élections américaines.

Ainsi, nous retiendrons trois variables dans notre exercice de prospective : le résultat de l'élection présidentielle américaine (la réélection ou non de Donald Trump), l'élection présidentielle iranienne en juin 2021, et le maintien de l'ayatollah Khomeini au pouvoir ou non en Iran.

Indicateurs pertinents

Notre démarche se voulant être scientifique, nous fonderons nos hypothèses sur des indicateurs pertinents :

- **La mainmise des conservateurs sur le Madjles (Parlement iranien) en Iran**

Seul 44% des postulants aux élections parlementaires (7000 sur 16000) du Madjles ont été approuvés par le Conseil des Gardiens de la Constitution (dont les 12 membres sont nommés directement ou indirectement par le Guide suprême). Le Conseil se réunit également pour analyser les postulants aux élections présidentielles ou à l'Assemblée des experts. Le taux de participation était de 42,6% seulement, preuve du désintérêt grandissant de la société civile iranienne quant aux jeux de rôle du pouvoir politique iranien en place⁷.

Les conservateurs ont remporté 230 des 290 sièges parlementaires, les modérés en ont acquis une cinquantaine, les réformateurs n'en ont obtenu que 16, et le Parti de l'espoir, favorable à Rouhani, seulement 7.

Le Madjles est composé à 79% de conservateurs. Parmi eux, le Velâ'i, camp ultra-conservateur et dominant prône une allégeance totale au Guide suprême ; le Pâydhâri et le camp des conservateurs modérés (dont fait partie Ghalibaf) sont les deux autres factions conservatrices⁸.

- **Les sondages des médias américains concernant l'élection présidentielle**

Selon les médias américains (The Telegraph, New-York Times...), Joe Biden est donné favori aux élections présidentielles de fin d'année. Il devancerait le président sortant, Donald Trump, de quelques points, dans des états clés (Floride, Caroline du Nord) où

⁷ AZIZI, « The Outcome of Irans 2020 Parliamentary elections », *Atlantic Council*, 26 février 2020, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource/factbox-the-outcome-of-irans-2020-parliamentary-elections/>

⁸ FATHOLLAH-NEJAD, « Où va l'Iran », *Orient XXI*, 14 avril 2020, <https://orientxxi.info/magazine/ou-va-l-iran.3787>

ce dernier avait pourtant triomphé il y a 4 ans. Il est certain que la conjoncture économique actuelle liée au Coronavirus aux Etats-Unis n'est pas favorable à Trump.

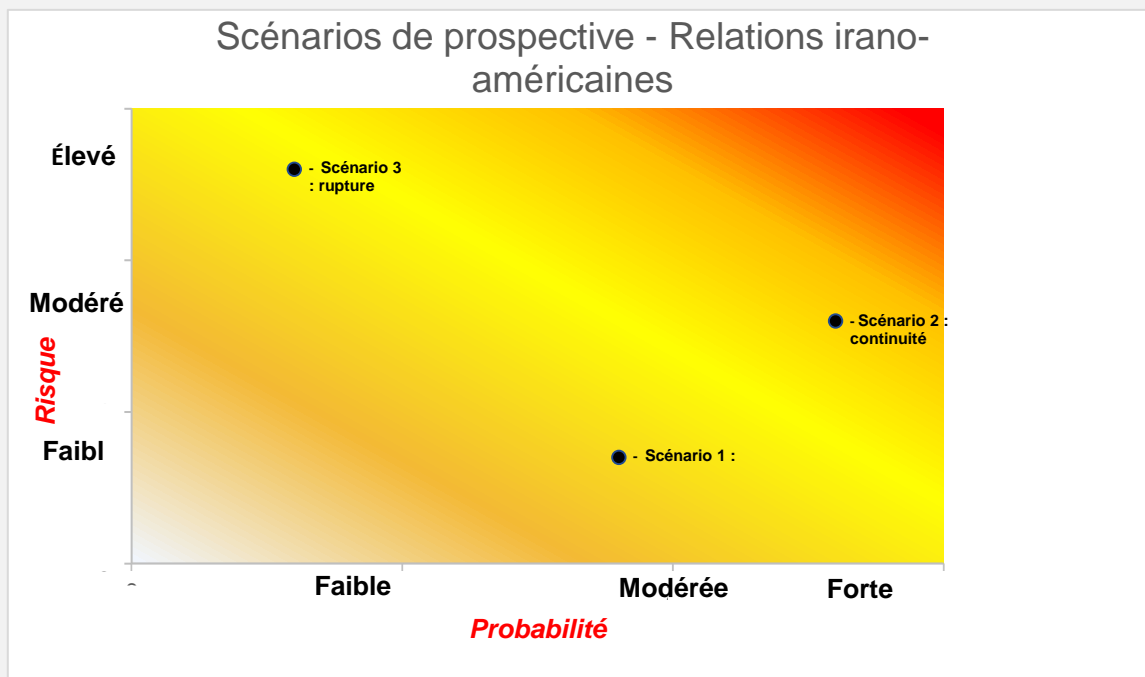
En 2016, sur 376 sondages réalisés par « Le Huffington Post », seuls 30 prédisaient une victoire républicaine, soit 8% des sondages⁹. Aujourd'hui, l'avance de Biden dans les sondages serait plus courte que celle qu'avait Clinton selon les médias américains sur Trump en 2016 (45,9% contre 42,8% pour Trump, selon la moyenne nationale des sondages calculés par le New-York Times quelques jours avant le 8 novembre 2016).

De nombreux médias américains ont tendance à tirer des interprétations hâtives des échantillons à un instant T qu'ils analysent. Ils ne prennent pas en compte l'évolution dans les intentions de vote, la nature de l'échantillon qu'ils ont sélectionnée ou les marges d'erreur. Les évènements des dernières semaines ont cependant joué dans notre réflexion : l'hospitalisation de Trump à un mois de l'élection présidentielle, les mouvements de protestation raciale et la difficile reprise économique nous laissent penser que la probabilité la plus forte est que Joe Biden soit élu 46^{ème} président des Etats-Unis en novembre 2020.

⁹ EYMARD, « Les sondages aux Etats-Unis se trompent-ils à nouveau ? », *Le Jdd*, 13 octobre 2020, <https://www.lejdd.fr/International/presidentielle-americaine-les-sondages-se-trompent-ils-a-nouveau-3998067>

Résultats

In fine, notre étude nous a mené à distinguer trois scénarios possibles :



Légende :

- Scénario d'apaisement : Joe Biden élu x Ali Larijani élu, maintien de l'ayatollah Khomeineï
- Scénario de continuité : Joe Biden élu x Mohammed Ghalibaf élu, maintien de l'ayatollah Khomeineï
- Scénario de rupture : Donald Trump élu x Mir Salim élu, Raisi remplace l'ayatollah Khomeineï

Scénario 1 : Apaisement

Du côté des États-Unis, l'élection présidentielle de novembre 2020 s'est déroulée dans un contexte de vives tensions sociales. Face à un Donald Trump usant des moyens les plus retors pour l'emporter, Joe Biden s'est posé en candidat de l'unité et en rassembleur, à même de pouvoir rebâtir une Amérique meurtrie par les tensions raciales et la crise économique. Las de de la politique outrancière menée par Trump et de la fracture ainsi créée au sein de sa société, l'électorat américain a porté Joe Biden à la tête de la Maison Blanche. Plus que d'une adhésion au projet du candidat démocrate, il s'agit d'un vote contre le président sortant. La large victoire de Joe Biden lui permet néanmoins de consolider une majorité au Sénat et à la Chambre des représentants, lui octroyant une certaine liberté pour mettre en œuvre son programme.

Concernant la République islamique d'Iran, l'élection présidentielle de 2021 a été l'occasion de la sortie d'une apathie généralisée pour les électeurs et d'une partie de la société civile qui a entamé une profonde remise en question des fondements du régime. La violente répression gouvernementale à l'encontre des différents épisodes de manifestations populaires (novembre 2019, janvier 2020, mars 2021) a accentué la défiance généralisée de la population à l'égard du régime. À la vive émotion suscitée par le crash de l'avion ukrainien, accidentellement abattu en janvier 2020¹⁰, s'est ajoutée à la colère froide d'une partie de la population vis-à-vis des caciques du régime soupçonnés de minimiser le nombre de morts officiels déclarés lors de l'épidémie de Covid-19 en 2020. L'envolée du prix de l'essence entre 2019 et 2020¹¹ a fini de convaincre les classes modestes et moyennes inférieures de s'agréger aux classes aisées dans leurs revendications socio-économiques. La politique étrangère du régime a concentré une part importante des critiques : les opérations menées sur les théâtres irako-syrien et libanais étant considérées comme trop couteuses et déployées au détriment des politiques publiques¹².

Le Guide suprême Ali Khamenei, conscient que la survie du régime est en jeu, consent à desserrer l'étau qui pèse sur la population iranienne et favorise l'arrivée à la

¹⁰ Wikipedia, « Vol Ukraine Airline 752 », https://fr.wikipedia.org/wiki/Vol_Ukraine_International_Airlines_752

¹¹ AFP, « L'envolée des prix de l'essence enflamme l'Iran », *DNA*, 17 novembre 2019, <https://www.dna.fr/france-monde/2019/11/17/la-hausse-des-prix-de-l-essence-enflamme-l-iran#:~:text=Pour%20les%20conducteurs%20d%C3%A9tenteurs%20d.essence%20est%20la%20plus%20subventionn%C3%A9e.>

¹² COVILLE, « Iran, tour d'horizon de la situation actuelle », IRIS, 28 octobre 2019, <https://www.iris-france.org/141344-iran-tour-dhorizon-de-la-situation-actuelle/>

Présidence d'un candidat réputé plus en phase avec les attentes modernistes de la population. Dans ce contexte, Ali Larijani, proche conseiller du Guide et ancien président du Parlement (Majles) s'est affirmé comme le seul candidat crédible à même de répondre aux attentes d'une majorité d'Iraniens.

Ancien dirigeant du Front Uni des Principalistes, il s'est peu à peu rapproché d'une frange plus modérée du spectre politique iranien. A la tête du Majles entre 2008 et 2020, il s'y est affirmé comme une figure politique consensuelle et respectée¹³. *In fine*, il a su convaincre les électeurs à l'issue d'un scrutin remporté de justesse.

Les espoirs d'apaisement de la relation irano-américaine à la suite des résultats de l'élection américaine sont réels au sein de la population iranienne qui subit depuis des décennies le poids des sanctions majoritairement américaines. Néanmoins, l'administration Biden, toujours suspicieuse vis-à-vis des activités déstabilisatrices du régime iranien au Moyen-Orient, choisit de ne pas revenir au sein du *Joint Comprehensive Plan of Action*¹⁴ (JCPOA), et opte plutôt pour un deal. L'administration américaine propose alors un allègement gradué des sanctions et un soutien dans le processus d'octroi d'une aide par le FMI en échange d'un retour aux règles strictes du JCPOA en matière d'enrichissement d'uranium et d'un mémorandum onusien sur les activités et les capacités balistiques du pays, au premier lieu desquels le satellite militaire Nour mis en orbite en 2019.

Exsangue économiquement et conscient que la survie immédiate du régime en dépend, le régime iranien accepte de souscrire à cet accord, dans l'espoir qu'il entraînera un rebond économique et un retour des capitaux et des investissements étrangers. Pour prouver que cette volonté d'apaisement est mutuelle, les États-Unis décident à leur tour, à la fin de l'année 2022, de ne pas user de leur droit de veto quant à l'octroi de crédits par le FMI à l'Iran. Ce faisant, l'Iran a pu bénéficier d'une manne financière importante qui a servi à mettre en œuvre des mesures de relance.

Mais si c'est grâce à la combinaison des 7 milliards de dollars octroyé par le FMI dans le cadre de l'instrument de prêt de la ligne de précaution et de liquidité (LPL), et des 305 millions de dollars débloqués par le gouvernement iranien, que le choc économique consécutif à la crise Covid a pu être contenu, la véritable bouffée d'air budgétaire est venue de l'allègement des sanctions sur le secteur pétrolier iranien,

¹³ RAFIZADEH, « Who is Iran's Ari Larijani », *English Alarabiya*, 20 mai 2020,

<https://english.alarabiya.net/en/features/2016/05/30/Profile-Iran-s-Ali-Larijani-the-Supreme-Leader-s-confidante->

¹⁴ Accord de Vienne signé le 14 juillet 2015 afin de contrôler le programme nucléaire iranien et de faire lever les sanctions économiques qui touchaient le pays. Les États-Unis s'en sont retiré le 8 mai 2018.

moribond depuis 2018, et dont la production avait chuté de près de 90%. La République Islamique a ainsi vu ses exportations passer de 2,5 millions de barils par jour avant le retour des sanctions à une production restreinte de 300 à 650 000 barils de pétrole par jour en 2018¹⁵.

Bénéficiant d'un contexte favorable en 2022 en raison, d'une part, de la restriction de la production dans les principaux pays producteurs (OPEP + Russie) qui a entraîné une hausse de la valeur du baril, et d'autre part de l'autorisation de reprise de ses ventes pour certains importateurs historiques à l'instar de la Corée du sud, Taiwan ou la Grèce (dont les importations représentaient pour cette dernière plus de la moitié des approvisionnements en pétrole), l'Iran voit ses exportations reprendre de la vigueur.

L'apaisement des relations diplomatiques entre l'Iran et les États-Unis a également joué un rôle crucial pour le retour des multinationales européennes sur le marché iranien. Ainsi, les grandes entreprises des secteurs automobile et énergétique ont prudemment repris contact avec les autorités iraniennes.

D'un postulat pragmatique, l'Arabie Saoudite acte en 2024 l'apaisement de la politique du Guide suprême en rétablissant les relations diplomatiques avec son voisin chiite¹⁶. Ce processus a débouché en 2025 sur l'ouverture d'un dialogue stratégique afin d'établir des aires d'influence. En échange de l'arrêt du soutien iranien aux rebelles yéménites houthis, l'Arabie saoudite accepte de réduire fortement son implication au Yémen et de faire des gestes en faveur de la minorité chiite du royaume (accès aux postes dans la fonction publique et rénovation de la mosquée chiite de l'imam Reza dans la ville Al-Ahsa).

Le net réchauffement des relations entre l'Iran et les États-Unis a néanmoins eu pour conséquence de distendre les relations entre l'Iran et la Russie. En effet, d'abord engagés sur un front commun en Syrie pour vaincre les rebelles opposés au régime de Bachar al-Assad, la coopération entre Téhéran et Moscou s'est muée peu à peu en défiance en raison des agendas et des intérêts propres à chaque puissance. L'Iran, de nouveau considéré comme un marché d'ouverture par les Européens, s'éloigne mécaniquement du giron russe jusqu'à ce que celui-ci ne veuille plus partager les opportunités économiques offertes par la reconstruction de la Syrie. En effet, fortement agacée, la Russie demande à l'Iran de retirer ses milices de Syrie en 2025. Or, c'était *via*

¹⁵ Reuters, « Les exportations iraniennes de pétrole en chute libre », 30 juillet 2019, <https://fr.reuters.com/article/iran-petrole-idFRKCN1UP1ZB-OFRTF>

¹⁶ Celles-ci avaient été rompu le 3 janvier 2016 par l'Arabie saoudite en réaction à la mise à sac de l'ambassade saoudienne à Téhéran par des manifestants qui réagissaient à l'exécution du cheikh chiite saoudien Nimr Baqr al-Nimr.

l'implication d'Al-Qods sur le théâtre syrien depuis 2011 que la République islamique espérait tirer profit du marché de la reconstruction pour apporter une manne financière importante au Corps des Gardiens de la Révolution et par capillarité, à l'Etat iranien. Toutefois, soucieux de ne pas froisser sa population par son aventurisme sur les théâtres étrangers et conscient du découragement de la population syrienne, l'Iran obtempère aux demandes russes en réduisant drastiquement son empreinte.

Scénario 2 : Continuité

Côté étasunien, c'est dans un climat délétère et de profonde division entre chaque camp que s'est tenue la campagne présidentielle. La mort de l'afro-américain Georges Floyd en mai 2020 à l'occasion d'une intervention policière a ravivé les plaies d'une Amérique meurtrie par les conflits raciaux. Les violentes émeutes et manifestations d'indignation ont émaillé l'année électorale et ont constitué l'un des thèmes phares de la campagne présidentielle. Crédité d'une avance de 5 à 10 points sur Donald Trump au début de l'automne, Joe Biden a définitivement bâti sa victoire sur le désastre de la crise du coronavirus. Le test positif du candidat républicain a achevé de le décrédibiliser et d'acter la piètre gestion sanitaire d'un virus dont il avait sciemment négligé les effets. Dès lors, le candidat démocrate remporte le scrutin et devient le 46^{ème} président des Etats-Unis.

Côté iranien, le renouvellement total du Majles le 21 février 2020 a conduit à la victoire des conservateurs¹⁷ et a fait apparaître les vives fractures au sein de la coalition gouvernementale regroupant l'ancienne gauche islamiste, les réformistes, les kargozaran (les « reconstruteurs »), les pragmatiques et certains conservateurs. L'année 2021 a mis à bas la coalition en accélérant les défections et les ralliements de certains de ses membres vers les conservateurs, qui bénéficiaient d'une crédibilité et d'un soutien plus fort de la population.

L'élection présidentielle du printemps 2021 en Iran débouche sur une débâcle du camp modéré réformiste dont était issu le président sortant Hassan Rohani. Elu sur la base d'une perspective de la levée des sanctions américaines, le retrait américain a perturbé ses ambitions et a mené à l'échec de l'ensemble de sa politique. C'est le candidat conservateur modéré, de la faction dite « principaliste », Mohammed Ghalibaf, qui tire donc son épingle du jeu. Militaire de formation, il a occupé des fonctions de commandement lors de la Guerre Iran-Irak, est monté en grade au sein du Bassidj puis a accédé au Corps des Gardiens de la Révolution dont il a dirigé la force aérospatiale en 1998¹⁸. Il est dès lors resté très proche et populaire auprès de ces derniers. Trois fois candidat à la présidence en 2005, 2013 et 2017, il a été maire de Téhéran de 2005 à

¹⁷ NADA, United States Institutes of Peace, *The Iran Primer*, February 24, 2020, <https://iranprimer.usip.org/blog/2020/feb/24/2020-parliamentary-election-results>

¹⁸ COPLEUTRE, « Mohammad Ghalibaf en piste pour la présidentielle iranienne de 2021 », *La Croix*, 29 mai 2020 <https://www.la-croix.com/Monde/Moyen-Orient/Mohammad-Ghalibaf-piste-presidentielle-iranienne-2021-2020-05-29-1201096583>

2017 et est considéré à ce titre comme une personnalité politique d'envergure nationale. Modernisateur engagé, il a par le passé réformé les forces de police, développé les infrastructures de Téhéran, réformé la fonction publique ou encore contribué à l'essor culturel de la ville (cinémas, centres culturels...).

La forte dynamique politique dont il bénéficie lui a permis d'accéder à la présidence du Parlement en 2020 suite au succès de sa liste « Fier Iran » à Téhéran¹⁹.

Les chancelleries européennes ont observé avec une grande défiance l'arrivée au pouvoir de ce conservateur qui n'entendait plus poursuivre les engagements de l'Iran dans le cadre du JCPoA. L'inquiétude augmente dès février 2022 (comme en juin 2020) lorsque les inspecteurs de l'AIEA se sont vu refuser l'entrée dans des sites stratégiques suspectés d'abriter des matériaux issus d'un ancien programme nucléaire militaire susceptibles d'être réutilisés, l'Iran se considérant désormais comme non lié par le JCPoA.

Prenant acte du défi que le régime iranien pose aux intérêts de sécurité de l'Amérique, Joe Biden promeut une politique volontariste vis-à-vis de Téhéran. Ne négligeant pas la voie de la diplomatie qu'il entend faire adopter à son administration sur ce dossier, il ne se veut pas naïf et ménage son allié israélien. La fin de non-recevoir qui lui a été adressée par les dirigeants iraniens quant à sa volonté de reprise des négociations rétablit la logique de confrontation entre les deux Etats qui continuent leurs invectives sur la scène diplomatique. L'application de la mesure des gels d'avoirs est par ailleurs étendue au Président Ghalibaf et à tous les membres du gouvernement.

Un nouveau seuil majeur est franchi en 2023 dans cette politique de pression maximale lorsque les États-Unis décident que l'Iran devra désormais être géographiquement isolé, et ce, en frappant de sanctions toutes les compagnies aériennes desservant le pays, quitte à entrer en conflit avec le constructeur Boeing. L'économie de l'Iran, déjà exsangue, subit violemment cette baisse drastique du trafic aérien qui la prive d'échanges commerciaux vitaux. Cet isolement s'ajoute à la baisse importante des recettes budgétaires du régime en 2020 et 2021 consécutive à la chute des cours du pétrole. La crise du coronavirus achève de faire plonger les cours et l'Iran, 6ème producteur mondial en 2018 voit sa production passer de 2,5 millions de barils par jour

¹⁹ KAVVAL, « Un « dur nouvelle génération » à la présidence du Parlement iranien », *Le Monde*, 29 mai 2020 https://www.lemonde.fr/international/article/2020/05/29/un-dur-nouvelle-generation-a-la-presidence-du-parlement-iranien_6041139_3210.html

en 2018²⁰ à 254 000 barils par jour en 2020 et ses revenus s'effondrer d'un tiers en 2021. Le taux d'inflation bondissant à 50% cette même année fait diminuer le PIB de plus de 9%. La détérioration de l'économie iranienne s'est accrue et le taux de chômage touche désormais près du quart de la population active, concernant près de quatre millions de travailleurs supplémentaires. La réduction des dépenses de l'État atténue un temps les conséquences de la crise économique mais les multiples plans de relance alloués par le gouvernement n'ont pas eu l'effet escompté.

Le contexte social est devenu brûlant dans le pays et les Iraniens, lassés par le système politique en place, sont descendus une fois de plus en grand nombre dans les rues du pays fin 2021, mais sont sévèrement réprimés par le gouvernement de Mohammed Ghalibaf et les pasdarans.

Le marasme économique conduit parallèlement le gouvernement iranien à demander le soutien de ses alliés russe et chinois²¹. Ces derniers ont accepté de lui contracter un prêt de plusieurs milliards de dollars en 2022, le FMI ayant renoncé à l'octroi d'un prêt. L'Iran acte dès lors le pivot asiatique de sa politique économique.

Téhéran est parvenu à s'arrimer aux projets eurasiatiques en devenant peu à peu un acteur stratégique pour ses voisins que sont, d'une part, la Russie via l'UEEA (Union Economique Eurasiatique comprenant une union douanière et une zone de libre-échange destinées aux anciens pays du bloc soviétique²²), et d'autre part la Chine avec le projet de One Belt One Road (OBOR ; Projet des nouvelles Routes de la Soie devant relier la Chine à l'Europe par des liaisons maritimes et ferroviaires), mais également l'Inde avec l'International North-South Transport Corridor (accès à la mer via le port de Chabahar en Iran²³). Ce processus d'intégration sécuritaire multilatéral de l'Iran s'est également affirmé par une coopération navale accrue avec la Russie et la Chine, celle-ci ayant débuté à la fin 2019 à l'occasion du premier exercice naval trilatéral²⁴.

²⁰ Ambassade de France en Iran, Service économique de Téhéran « Le budget 2018/2019 de l'Iran », 8 mai 2018 <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2a44d97e-6574-4bff-b5fd-8ac44ef79511/files/137d03b4-2db4-41d5-a9d4-62e4b43d58e9>

²¹ HUBERT-RODIER, « Le « pivot » de l'Iran vers la Chine », *Les Echos*, 7 septembre 2020, <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/le-pivot-de-liran-vers-la-chine-1240068>

²² DE FLOIRAC, « L'UEE, un pôle oublié de la mondialisation », *Revue Conflits*, 12 septembre 2020 <https://www.revueconflits.com/union-economique-eurasiatique-pole-oublie-mondialisation/>

²³ CHEEMA, « The International north south transport corridor shifting gears in eurasian connectivity », *Modern Diplomacy*, 24 septembre 2020, <https://moderndiplomacy.eu/2020/09/24/the-international-north-south-transport-corridor-shifting-gears-in-eurasian-connectivity/>

²⁴ Radio France Internationale, « L'Iran, la Chine et la Russie mènent des exercices militaires conjoints en mer », 28 décembre 2019 <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20191227-iran-chine-russie-menent-exercices-militaires-conjoints-detroit-ormuz>

Le partenariat sino-iranien signé en 2021 a vu l'arrivée de 5 000 militaires chinois sur le territoire de la République islamique, bouleversant l'équilibre régionale²⁵. Par cet accord la puissance chinoise obtint un accès privilégié aux ressources gazières et pétrolières du pays

Le nouveau partenariat noué avec la Chine a renforcé la posture de puissance de l'Iran qui jusqu'alors axait sa stratégie sur le concept de guerre asymétrique, théorisé par l'Ayatollah Khomeiny au travers de la notion de Jang-é namotegharen²⁶, outil idoine utilisé par l'Iran pour mener à bien sa politique extérieure de défense. Celui-ci consista en l'utilisation de moyens dit non conventionnels pour lutter contre un adversaire bénéficiant d'un rapport de forces plus favorable.

En 2021, prenant acte de la volonté politique des États-Unis visant à retirer ses troupes du sol irakien, l'Iran utilise ses relais dans tout le Moyen-Orient pour frapper les intérêts américains et ceux de ses ennemis régionaux (Israël et Arabie saoudite).

Ainsi, dès 2021 en Irak, la force al-Qods *via* Al-Hash-al-Shaabi, Kataeb Hezbollah, Harakat Hezbollah al-Nujaba et Kataeb Sayyid al-Shuhada²⁷ continue de perturber les intérêts des puissances ennemies en procédant à des tirs récurrents de roquettes sur les dernières positions militaires américaines. Ces milices, intégrées à l'armée nationale irakienne, profitent de la passivité d'un gouvernement irakien lassé par la liberté de manœuvre dont s'arrogeaient les militaires américains sur place. A la suite de multiples escarmouches, Joe Biden entérine la posture de retrait des Etats-Unis du Proche Orient et décide du retour de l'ensemble des troupes qui étaient encore stationnées en Irak.

Le fragile statu quo qui semblait perdurer entre Israël et le Hezbollah connaît une dégradation brutale en 2022. La livraison de composants de missiles balistiques par l'Iran au Hezbollah provoque l'ire d'Israël qui frappe durement les positions de la milice libanaise dans les villes de Tyr et Nabatiyé. Le Hezbollah répond par des barrages de roquettes sur le plateau du Golan faisant plusieurs victimes civiles. L'utilisation massive de drones Shahed 129 et Ababil 3²⁸ déployés en essaim contre les blindés israéliens disposés à la frontière au niveau de Kroum al-Sharqi constitue un nouveau paradigme de combat déporté mettant à l'épreuve les états-majors de Tshal.

²⁵ L'Orient-le Jour, « L'Iran négocie avec Pékin un accord qui n'a rien de secret » 5 juillet 2020,

<https://www.lorientlejour.com/article/1224743/liran-negocie-avec-pekun-un-accord-qui-na-rien-de-secret.html>

²⁶ ETTEMADI, « Iran l'arroseur arrosé », *Revue Politique Internationale*

https://archives.politiqueinternationale.com/revue/print_article.php?id=1681&id_revue=24-522=synopsis&content=texte

²⁷ OutlookIndia, « Iraq's pro-Iran factions », 31 décembre 2019, <https://www.outlookindia.com/newscroll/iraqs-proiran-factions/1697846>

²⁸ GlobalSecurity, «Iran - Unmanned Air Vehicles UAV – Summary», 21 avril 2020

<https://www.globalsecurity.org/military/world/iran/uav-list.htm>

Scénario 3 : Rupture

Du côté des États-Unis, Donald Trump a remporté l'élection présidentielle américaine. Une majorité républicaine se forme à la Chambre des représentants et au Sénat. Se présentant comme le président du « Law and Order » à l'instar de Richard Nixon en 1968, Donald Trump mène une politique galvanisant sa base électorale²⁹. Au terme d'une campagne âpre, il sort victorieux de justesse face au candidat démocrate Joe Biden qui, pâtissant d'une image trop modérée n'a pas réussi à rassembler suffisamment autour de lui. Malgré les rudes conséquences de la crise du Covid-19 sur le tissu industriel et économique du pays, le candidat Trump a su jouer de son bilan économique pré-Covid.

Du côté de la République Islamique d'Iran, Mir Salim a remporté les élections présidentielles au printemps 2021. Cette figure connue a su gagner la confiance des conservateurs (son bloc, la « Coalition du parti islamique » avait déjà fini second à Téhéran, juste derrière celui de l'actuel Président du Parlement Mohammed Ghalibaf lors des élections législatives de 2020, avec 48% des voix)³⁰. La « disqualification » du camp modéré lui a permis de facilement remporter la victoire et de devenir le nouveau président de la République islamique. Dénonçant depuis plusieurs années déjà la politique impérialiste américaine, cet ancien ministre de la Culture et de l'Orient islamique se pose comme un défenseur farouche des valeurs islamiques et exalte la fibre nationaliste perse. Sous son mandat au sein du Ministère de la culture, il a ainsi interdit un certain nombre de journaux réformistes, arguant que ces derniers font la promotion de la culture occidentale³¹.

Bien que n'étant pas un ancien membre du Corps des Gardiens de la révolution, il est réputé proche de ceux-ci et loue l'organisation, leur stratégie défensive ou offensive. Dès le début de son mandat, il se montre très véhément vis-à-vis d'Israël, de l'Arabie saoudite et des Etats-Unis.

La situation économique en Iran en 2020 est catastrophique. L'économie, principalement fondée sur l'exportation de pétrole a subi l'embargo mis en place par

²⁹ The Guardian, « Trump's law and order strategy », 1 septembre 2020 <https://www.theguardian.com/us-news/2020/sep/01/trump-law-and-order-president-strategy>

³⁰ AZIZI, « The Outcome of Irans 2020 Parliamentary elections », *Atlantic Council*, 26 février 2020, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource/factbox-the-outcome-of-irans-2020-parliamentary-elections/>

³¹ COPLEUTRE, « Mohammad Ghalibaf en piste pour la présidentielle iranienne de 2021 », *La Croix*, 29 mai 2020 <https://www.la-croix.com/Monde/Moyen-Orient/Mohammad-Ghalibaf-piste-presidentielle-iranienne-2021-2020-05-29-1201096583>

les Etats-Unis à leur égard. Entre mars 2018 et août 2019, les exportations iraniennes de brut sont passées de 2,5 millions de baril par jour à 250 000³², ce qui équivaut à une baisse de 90%. En parallèle, la production de pétrole a baissé de 40%. Ces sanctions ont ralenti la tentative de libéralisation de l'économie iranienne et ses réformes sociales amorcées par Rohani.

Malgré le prélèvement d'un milliard d'euros sur le fonds national de développement d'Iran afin de lutter contre les conséquences économiques du Covid-19, l'Iran est à ce stade proche de l'effondrement économique.

La sortie de l'Iran du JCPoA, du Traité de non-prolifération et l'accélération de son programme nucléaire en 2021 a considérablement refroidi ses relations avec l'Occident, qui s'aligne sur les États-Unis quant à leur politique de fermeté, rendant ainsi caduque toute possibilité de contournement du système de sanction infligé par les américains. La situation devient particulièrement complexe lorsque les Iraniens refusent aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique l'accès au site nucléaire de Darkhovin en 2021

L'inflation, autour de 22% en 2020³³, a continué à grimper en raison de l'aggravation des sanctions, jusqu'à atteindre 28%. Celle-ci s'additionne au reste des indicateurs, qui ne sont pas meilleurs : le taux de chômage déjà très élevé (plus de la moitié des jeunes universitaires iraniens sont sans emploi -60%-), la monnaie nationale dévaluée, la croissance du PIB négative (-9,5% en 2019, atteignant -11,7% en 2022) et le taux d'inflation important. Les contestations populaires en 2022 sont alors devenues extrêmement importantes, et le système politique en place est dépassé.

Au milieu d'une 3ème vague de manifestation importante depuis 2009 ; le Guide suprême Ali Khamenei est mort en 2022, à l'âge de 82 ans. Atteint d'un cancer de la prostate depuis des années³⁴, affaibli physiquement et politiquement, son pouvoir a été vivement contesté par le peuple iranien. Se pose la question de sa succession. Alors que l'idée d'une succession par Hassan Khomeiny et Mahmoud Hachemi Charoudi est rapidement écartée, les deux hommes étant considérés trop proches des réformateurs, trois possibilités ont subsisté.

³² Reuters, « Les exportations iraniennes de pétrole en chute libre », 30 juillet 2019,

<https://fr.reuters.com/article/idFRKCN1UP1ZB-OF RTP>

³³ World Bank, Data Iran, Islam Rep <https://data.worldbank.org/country/iran-islamic-rep?view=chart>

³⁴ Radio France Internationale, « Iran: le cancer d'Ali Khamenei pose la question de sa succession », 1 mars 2015, <https://www.rfi.fr/moyen-orient/20150301-iran-le-cancer-ali-khamenei-pose-question-succession>

La première option est le remplacement du Guide par un conseil de plusieurs oulémas. Cependant, peu d'oulémas ont été pressentis pour succéder à Khamenei, car la doctrine du Velayat-e Faqih³⁵ rompt avec la doctrine traditionnelle chiite et a déplu à bon nombre d'oulémas. Celui-ci est un système de gouvernance qui sous-tend le fonctionnement de l'Iran depuis la révolution islamique de 1979, et qui transfère toute l'autorité politique et religieuse au clergé chiite, et soumet toutes les décisions clés de l'État à l'approbation d'un chef religieux suprême, le vali-e faqih (gardien juriste islamique).

La deuxième option est la prise de la succession par Mojtaba Khamenei, le fils du Guide suprême, auquel le père a délégué une partie de ses responsabilités. Mojtaba maintient des liens étroits avec le Corps des gardiens de la révolution islamique (IRGC) et la milice Basij, mais son nom n'est pas retenu, les Pasdaran poussant pour un nouveau politique au milieu des manifestations populaires de 2022.

La troisième option enfin, qui est d'ailleurs celle que l'on retiendra dans notre scénario, est celle d'une victoire politique des pasdarans, qui parviennent à placer un candidat qu'il leur est fidèle : Ebrahim Raisi, Président de la Cour suprême iranienne³⁶ (composée de 80 mollahs, elle a le pouvoir de désigner et de démettre le Guide suprême). En préparation depuis des années, les Pasdaran, ont finalement réussi une mise en coupe réglée de l'Etat en propulsant au plus haut niveau stratégique et politique Raisi, un nouveau guide suprême. Le poids des Pasdaran dans les décisions de politique étrangère de Raisi devient alors unique, car en plaçant leur pion comme Guide suprême ils jouissent d'une influence nouvelle et sans équivoque au sein du système politique et de la société civile iraniens .

Même avant l'élection de Raisi, les Gardiens de la révolution jouissaient déjà du statut de figures du régime les moins détestées. Ils ont la main mise sur une bonne partie de l'économie (contrôlant, selon des estimations, entre 30 et 60% de l'économie iranienne) et possèdent entre autres des entreprises de construction, des raffineries de pétrole et des mines³⁷. De ce fait, ils font figure de seule alternative politique viable en Iran. Leur pouvoir s'est davantage encore renforcé avec l'accession de Raisi comme Guide

³⁵ AARABI, What Is Velayat-e Faqih?, *Institute For Global Change*, 20 mars 2019, <https://institute.global/policy/what-velayat-e-faqih>

³⁶ WRITER, « Who is Ebrahim Raisi », *Ncr Iran*, 27 juin 2020, <https://www.ncr-iran.org/en/publications/special-reports/iran-who-is-ebrahim-raisi/>

³⁷ MICHEL, « Les pasdarans une milice au cœur du régime », *Le Monde*, 11 juin 2013 https://www.lemonde.fr/international/article/2013/06/11/les-pasdarans-une-milice-au-coeur-du-regime_3428153_3210.html

suprême. Le commandant des Pasdaran, Hossein Salami, s'était réjoui en 2015 d'une guerre avec les États-Unis.

Alors qu'une seule transaction avec l'Europe pour du matériel médical avait été réalisée via Instex³⁸ - mécanisme n'utilisant pas le dollar, permettant à des entreprises occidentales de commercer avec l'Iran sans s'exposer aux sanctions américaines-, le système n'a jamais été réutilisé. L'Europe se pliant aux injonctions américaines, l'Iran s'est alors tourné vers les pays centrasiatiques, après avoir fait son intégration en 2023 au sein de l'Union économique eurasiatique. La pandémie de coronavirus de 2020-2021 a contrecarré les plans iraniens (plus d'un tiers des revenus du gouvernement (38%) devant provenir des exportations de pétrole et couvrir une partie du budget sur l'année mars 2020-mars 2021), ne leur laissant pas d'autre choix que de se tourner vers l'UEE.

Pour compenser ces pertes, le gouvernement a augmenté le taux de change officiel de 42 000 à 50 000 rials durant l'année 2022, ce qui a des conséquences sur le taux de change non officiel (officieux ?). Cette mesure a fait augmenter l'inflation. En parallèle, le gouvernement iranien a pensé qu'imprimer plus d'argent pouvait repousser l'échéance d'une partie de ses difficultés économiques. La monnaie nationale, le rial, a connu alors une dévalorisation encore plus brutale.

Les nouvelles sanctions américaines sur l'économie iranienne ont obligé le gouvernement et le Corps des gardiens de la révolution islamique à riposter. L'Iran s'est servi à nouveau de ses moyens de lutte non-conventionnelle pour mener une politique régionale très agressive. Malgré la contestation du peuple libanais en 2020, le Hezbollah, à travers sa branche civile, a proposé à une partie de la population pauvre libanaise la justice et l'éducation : l'organisation a continué de recruter et de se renforcer militairement.

Même si Israël n'a plus de forces militaires stationnées au Liban (hormis autour des fermes de Chebaa) le Hezbollah s'est unifié avec le Hamas (Nasrallah répondant à l'appel d'Haniyeh datant de juillet 2020) et l'autorité palestinienne, après le projet d'annexion de la Cisjordanie par Israël, et a lancé une Troisième Intifada en novembre 2021.

³⁸ Le Figaro, « Les Européens activent pour la première fois Instex pour livrer du matériel médical à l'Iran », 31 mars 2020 <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/les-europeens-activent-pour-la-premiere-fois-instex-pour-livrer-du-materiel-medical-a-l-iran-20200331>

Dans le même temps, les négociations inter-afghanes ont été fortement retardées, et les dernières troupes américaines sont toujours présentes fin 2021 sur le sol afghan. Les pasdarans ont fait usage de leur influence et de leur lien avec les chiites Hazaras (brigade fatimides comptant 30 000 Hazaras, aussi appelé Hezbollah Afghans) pour harceler les troupes américaines.

Alors qu'en mai 2020, le Guide suprême a indiqué que l'unique alternative possible est « la destruction d'Israël », l'Iran, à travers le Hezbollah, (et dans un contexte de tension extrême avec les USA de Trump), a frappé la Cisjordanie pendant plusieurs semaines avec des missiles de moyenne portée de (Imad) et de longue portée (Hoveizeh). Un processus d'immigration s'est mis en place, les colons israéliens ont fui ces territoires occupés et bombardés, pour retourner vers Tel-Aviv et Jérusalem. Cette offensive a entraîné une réponse éclair d'Israël, via des frappes et le déploiement de troupes au Sud-Liban.

Concomitamment, au Yémen, le conflit a profité à l'Iran qui s'en est servi pour tenter de « rechiitiser le houtisme » pour des raisons politiques. Renforcés par leurs victoires fin 2020, les Houthis ont infiltré les zones-frontières saoudiennes, propageant une idéologie radicale auprès des minorités chiites, tout en recrutant des partisans à l'Est et en mobilisant la diaspora yéménite au Sud. Leurs drones et missiles sophistiqués leur ont permis de frapper des positions américaines, notamment la base militaire d'Al Anad au Yémen.

Les États-Unis, avec le soutien des monarchies du Golfe et d'Israël, en guise de représailles et en pensant porter le coup de grâce à l'économie iranienne après la mort du général Soleimani, ont opéré des incursions répétées dans l'espace aérien iranien et ont frappé les éléments essentiels du pays (centres de production d'énergie, gisements pétroliers -fournisseurs de carburant, conduisant à l'épuisement rapide des ressources, à la limitation des déplacements, etc.), notamment l'important gisement pétrolier dans la province du Khouzistan, ou le barrage Karun-3³⁹ dans la même province. Or, le programme nucléaire iranien est en grande partie enterré, à l'instar du site de conversion d'uranium d'Ispahan, ce qui a rendu les frappes de missiles de haute précision américaines inefficaces.

³⁹ Canadian Consulting Engineer, « Karun III Hydroelectric Development », 2008

Un soutien matériel et financier de la part des américains et des saoudiens est apporté à l'organisation sunnite armée Joundallah au Baloutchistan⁴⁰ le même mois, pour déstabiliser le pays de l'intérieur également.

Pour faire face à ces menaces, le système militaire iranien a combiné ses moyens de défense et d'attaque. Les incursions sur le sol iranien ont par ailleurs permis au gouvernement d'exacerber le sentiment nationaliste des iraniens et leur esprit de résistance.

L'armée iranienne, forte de 300 000 hommes, s'est employée à défendre le pays, utilisant le système de défense antiaérien russe S300, et déployant des moyens pour lutter contre Joundallah. Dans le même temps, les Pasdaran, via la force Al-Qods ont mené la lutte à l'extérieur du pays, afin d'harcéler les forces ennemies sur l'échiquier régional.

Mettant à exécution les menaces proférées par le commandant de la marine des Gardiens de la révolution Tangsiri en 2011⁴¹, l'Iran a bloqué le détroit d'Ormuz en novembre 2022 en guise de représailles, alors qu'y transitent environ 20 millions de baril par jour, soit 28% du commerce pétrolier mondial. Les sanctions lui ont empêché d'acheminer du pétrole, en Turquie, au Venezuela ou dans d'autres pays.

Des escarmouches ont eu lieu dans le détroit d'Ormuz entre l'Arabie-Saoudite et l'Iran, ce dernier utilisant son missile balistique antinavire Khalij-e Fars. Le détroit d'Ormuz a finalement rouvert à la circulation, mais pendant ce temps, la production de pétrole baissa de 50% en octobre 2022.

Alors que la Russie a subi de nouvelles sanctions économiques initiées par le camp occidental, et que la Chine et les États-Unis sont une nouvelle fois en guerre économique, une coalition entre l'Iran, la Chine et la Russie dans le détroit d'Ormuz et dans l'Océan Indien a vu le jour en janvier 2023. Celle-ci est la suite logique des accords de coopération de défense signés entre l'Iran et la Russie, et a permis de maintenir un équilibre stratégique dans la région aux dépens des États-Unis et de ses alliés.

L'Iran a accéléré son programme nucléaire afin de sanctuariser son territoire contre toute menace extérieure. Les réacteurs nucléaires en construction en 2020 à Bouchehr et Darkhovin⁴² sont devenus opérationnels en 2024, alors que, dans le même temps,

⁴⁰ Orientxxi, « Le Baloutchistan, ce territoire si convoité », Georges Lefevre 5 juin 2019

⁴¹ Defense Intelligence Agency, Iran Military Power, 2019

⁴² Le Figaro, « Le nucléaire et l'Iran : une histoire longue et mouvementée », 27 juin 2019 <https://www.lefigaro.fr/international/le-nucleaire-et-l-iran-une-histoire-longue-et-mouvementee-20190627>

les unités de production et d'enrichissement de Fasa, Tabriz et Yazd donnaient leur capacité de production maximale.

Le rival politique et religieux, l'Arabie Saoudite sunnite, a échappé aux obligations de transparence grâce à la signature du protocole additionnel de 2005, et deux centrales nucléaires ont été construites en 2024 (Umm Huwayd et Khor Duweihin), faisant peser la menace d'un conflit nucléaire régional, dont les États-Unis pourraient être acteur.



publication@jeunes-ihedn.org